

ROYAUME DU MAROC  
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU  
FES



APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SUR OFFRES DE PRIX  
N°74/2024/ABHS

**Fourniture et mise en place de matériel de sécurité réseau  
informatique pour les barrages**

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES**

**Réservé aux très petites, petites et moyennes entreprises, y compris les  
jeunes entreprises innovantes, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux  
autoentrepreneurs**

## Sommaire

CHAPITRE I - CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES .....	5
ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES .....	5
ARTICLE 2 : MODE DE PASSATION .....	5
ARTICLE 3 : MAÎTRE D'OUVRAGE .....	5
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ .....	5
ARTICLE 5 : REFERENCES AUX TEXTES GÉNÉRAUX APPLICABLES.....	5
ARTICLE 6 : CARACTÈRE GÉNÉRAL DES PRIX .....	6
ARTICLE 7 : RÉVISION DES PRIX .....	6
ARTICLE 8 : CAUTIONNEMENT .....	6
ARTICLE 9 : FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT .....	6
ARTICLE 10 : DÉLAI D'EXÉCUTION .....	6
ARTICLE 11 : DÉLAI DE GARANTIE.....	6
ARTICLE 12 : VALIDITÉ ET APPROBATION DU MARCHÉ .....	7
ARTICLE 13 : DOMICILE DU PRESTATAIRE.....	7
ARTICLE 14 : RÉCEPTION PROVISOIRE ET DÉFINITIVE .....	7
ARTICLE 15 : PÉNALITÉ DE RETARD .....	7
ARTICLE 16 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT .....	7
ARTICLE 17 : RETENUE DE GARANTIE .....	8
ARTICLE 18 : NANTISSEMENT.....	8
ARTICLE 19 : SOUS-TRAITANCE .....	8
ARTICLE 20 : MESURES COERCITIVES .....	9
ARTICLE 21 : RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	9
ARTICLE 22 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENTS ET LITIGES .....	9
ARTICLE 23 : PIÈCES MISES À LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE .....	9
ARTICLE 24 : LANGUE DES DOCUMENTS.....	9
ARTICLE 25 : SECRET PROFESSIONNEL .....	10
ARTICLE 26 : ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS .....	10
CHAPITRE II - CLAUSES TECHNIQUES .....	11
ARTICLE 1 : CONSISTANCE.....	11
ARTICLE 2 : SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES.....	11
ARTICLE 3 : LOCALISATION DES PRESTATIONS .....	12
ARTICLE 4 : MODALITÉS ET CONDITIONS DE LIVRAISON .....	12
ARTICLE 5 : ÉQUIPE DU PROJET .....	13
ARTICLE 6 : LIAISONS ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES .....	13
CHAPITRE III : BORDEREAU DES PRIX.....	14

## PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert national N° 74/2024/ABHS sur offres de prix, séance publique, en application des dispositions du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Le marché qui découlera du présent appel d'offres sera conclu entre les contractants :

### ENTRE

L'Agence du Bassin Hydraulique de Sebou à Fès représenté par son Directeur.  
Désigné ci-après par le Maître d'Ouvrage (M.O) ou (Agence)

**D'UNE PART**

### ET

#### 1. Cas d'une personne morale

M.....qualité.....  
N° Tel .....N° du Fax .....Adresse électronique .....  
Agissant au nom et pour le compte de ..... (Raison sociale et forme juridique) en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.  
Au capital social ..... Patente n° ..... IF .....  
Adresse du siège social de la société : .....  
Registre de commerce de..... sous le n°.....  
Affilié à la C.N.S.S. sous le n°.....  
Faisant élection de domicile au .....  
Compte bancaire (RIB 24 positions) .....  
Ouvert auprès de .....

Désigné ci-après par le terme « Prestataire »

**D'AUTRE PART**

*Il a été arrêté et convenu ce qui suit*

#### 2. Cas de personne physique

M.....qualité.....  
N° Tel .....N° du Fax .....Adresse électronique .....  
Agissant en son nom et pour son propre compte.  
Registre de commerce de..... sous le n°.....  
Patente n° ..... Affilié à la C.N.S.S. sous le n°.....  
Faisant élection de domicile au .....  
Compte bancaire (RIB 24 positions) .....  
Ouvert auprès de .....

Désigné ci-après par le terme « Prestataire »

**D'AUTRE PART**

*Il a été arrêté et convenu ce qui suit*

### 3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement constitué aux termes de la convention.....(les références de la convention) soussignés :

- **MEMBRE 1 :**

M.....qualité.....  
N° Tel .....N° du Fax .....Adresse électronique .....  
Agissant au nom et pour le compte de ..... en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.  
Au capital social ..... Patente n° ..... IF .....  
Adresse du siège social de la société : .....  
Registre de commerce de..... sous le n° .....  
Affilié à la C.N.S.S. sous le n° .....  
Faisant élection de domicile au .....  
Compte bancaire (RIB 24 positions) .....  
Ouvert auprès de .....

- **MEMBRE 2 :**

(Servir les renseignements le concernant)

.....  
.....

- **MEMBRE n :**

(Servir les renseignements le concernant)

.....  
.....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant  
M..... (Prénom, nom et qualité) en  
tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations d'assistance et de suivi, ayant  
un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions)  
.....ouvert auprès  
.....

Désigné ci-après par le terme « Prestataire »

**D'AUTRE PART**

**Il a été arrêté et convenu ce qui suit**

## **CHAPITRE I - CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES**

### **ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE**

Le marché issu du présent appel d'offres ouvert national a pour objet la **Fourniture et mise en place de matériel de sécurité réseau informatique pour les barrages.**

### **ARTICLE 2 : MODE DE PASSATION**

Marché passé par appel d'offre ouvert national sur offre de prix, séance publique, en application des dispositions du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

### **ARTICLE 3 : MAÎTRE D'OUVRAGE**

Le Maître d'Ouvrage est l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

### **ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE**

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS), complété par l'offre technique de l'attributaire ;
3. Le bordereau des prix détail estimatif ;
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales-Travaux (CCAG-T).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

### **ARTICLE 5 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX APPLICABLES**

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

- Le dahir n° 1-03-195 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003) portant promulgation de la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes ;
- Le dahir n°1-15-05 du 29 rabbi II (19 février 2015) relatif au nantissement, tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le Décret n°2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- Le décret n° 2.01.2332 du 22 Rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat ;
- Le décret n° 2-16-344 du 17 Chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiements et les intérêts moratoires relatif aux commandes publiques ;
- Décret n 2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- Le décret n°2-17-690 du 29 décembre 2017 relatif aux Agences de Bassins Hydrauliques ;
- Le décret N° 2-06-574 du 10 Hija 1427 (31 décembre 2006) pris pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée prévue au titre III du code général des impôts ;
- Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'Économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures,

- des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ;
- L'arrêté du chef du gouvernement n°3-302-15 (27 Novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics,
  - Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1689-23 du 14 hijra 1444 (3 juillet 2023) pris pour l'application de l'article 153 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
  - Décision du seuil du visa 2123 du 6 mai 2005 du ministre des Finances et de la privatisation.
  - Les normes applicables au Maroc.

Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de signature du marché.

Ainsi que toutes dispositions réglementaires en vigueur se rapportant à l'objet du marché résultant du présent appel d'offres.

Dans le cas des textes généraux prescrivant des clauses contradictoires, le prestataire doit se conformer aux plus récents d'entre eux.

Le prestataire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

## **ARTICLE 6 : CARACTERE GENERAL DES PRIX**

Le marché qui découlera du présent appel d'offres est à prix unitaires. les prix du marché issu du présent appel d'offres comprenant le bénéfice ainsi que tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale, toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe pour l'exécution des prestations.

## **ARTICLE 7 : REVISION DES PRIX**

Le présent marché est à **prix fermes et non révisables.**

## **ARTICLE 8 : CAUTIONNEMENT**

Le cautionnement provisoire est fixé à dirhams trois mille huit cents dirhams (3800,00), alors que le cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché qui découlera du présent appel d'offres. Il doit être constitué dans les trente jours qui suivent la notification de l'approbation du marché. Il reste affecté à la garantie des engagements contractuels du prestataire et ne sera libéré qu'après la réception définitive.

La restitution du cautionnement définitif se fera après prononciation de la réception définitive de l'ensemble des prestations.

## **ARTICLE 9 : FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT**

La réglementation en vigueur sera appliquée pour les frais d'enregistrement et de timbre du marché.

## **ARTICLE 10 : DELAI D'EXECUTION**

Le délai d'exécution pour l'ensemble du marché issu du présent appel d'offres est fixé à **trois (03) mois** à partir de la date de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer la livraison des fournitures.

## **ARTICLE 11 : DELAI DE GARANTIE**

Le délai de garantie est fixé à **12 mois** à compter de la date de la réception provisoire.

Pendant le délai de garantie, le prestataire sera tenu de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas d'anomalies ou imperfections constatées et de remédier à l'ensemble des imperfections ou anomalies sans pour autant que ces prestations supplémentaires puissent donner lieu à un paiement.

## **ARTICLE 12 : VALIDITE ET APPROBATION DU MARCHE**

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par le Directeur de l'ABHS et son visa par le Contrôleur d'Etat de l'ABHS si son visa est requis.

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante jours (60) à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis. Toutefois, ce délai peut être prorogé en application de l'article 36 du Décret n° 2-22-431 précité.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions du décret précité.

## **ARTICLE 13 : DOMICILE DU PRESTATAIRE**

Toutes les correspondances relatives au marché issu du présent appel d'offres sont valablement adressées au domicile élu par le prestataire, indiqué dans son acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le Prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement

## **ARTICLE 14 : RÉCEPTION PROVISOIRE ET DEFINITIVE**

Le maître d'ouvrage s'assure, de la conformité des prestations du marché.

La réception provisoire n'est prononcée qu'après la mise en opérationnalisation de la solution objet du futur marché.

La réception définitive sera prononcée après expiration du délai de garantie (12 mois), sous réserve que le prestataire ait satisfaite à toutes les notifications qui lui auraient été adressées pendant la durée du délai de garantie. Dans le cas contraire, les obligations de prestataire se prolongeront jusqu'à ce que les prestations aient été mises en état de réception définitive.

## **ARTICLE 15 : PENALITE DE RETARD**

En cas de retard dans l'exécution des prestations, il est appliqué, une pénalité journalière à l'encontre du titulaire. Cette pénalité est égale à une fraction de millième (1‰) du montant de l'ensemble du marché. Ce montant est celui du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire. L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du marché issu du présent appel d'offres. Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à huit pour cent (8 %) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché

## **ARTICLE 16 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

Le règlement des prestations réalisées sera effectué sur la base de décomptes établis par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement exécutées, déduction faite de la retenue de garantie.

Le montant de chaque décompte est réglé au prestataire après réception par le maître d'ouvrage de toutes situations et pièces justificatives nécessaires à sa vérification.

Seules sont réglées les prestations prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au prestataire seront versées au compte bancaire n° (RIB sur 24 positions) inscrit dans son acte d'engagement

Le règlement sera fait conformément au décret n° 2-16-344 du juillet 2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.

Selon l'article 2 de ce décret, l'ordonnancement et le paiement des dépenses relatives aux commandes publiques doivent s'effectuer dans un délai maximum de 60 jours, à compter de la constatation du service fait de la prestation objet de la commande publique.

## **ARTICLE 17 : RETENUE DE GARANTIE**

Une retenue de garantie sera prélevée sur les décomptes. Elle est égale à dix pour cent (10 %) du montant de chaque acompte.

Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché issu du présent appel d'offres augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du titulaire, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage à la date de la réception définitive des prestations.

## **ARTICLE 18 : NANTISSEMENT**

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), il est précisé que :

- 1°) la liquidation des sommes dues par l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.
- 2°) le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus par l'article 8 de la loi n° 112-13.
- 3°) les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.
- 4°) Le maître d'ouvrage délivre sans frais, à l'entrepreneur, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement des marchés publics.

Les frais de timbre de l'original du marché et de « l'exemplaire unique » remis à l'entrepreneur sont à la charge de ce dernier.

## **ARTICLE 19 : SOUS-TRAITANCE**

Si le Titulaire envisage de sous-traiter une partie du marché issu du présent appel d'offres, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants ;
- Le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché issu du présent appel d'offres ;
- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.



Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 du Décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023 relatif aux marchés publics

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché. Il est à signaler que toutes les prestations peuvent faire l'objet d'une sous-traitance à condition de respecter les conditions requises de l'article 151 du décret n°2-22-431 du (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au MO les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous –traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire est tenu de délivrer au sous-traitant à sa demande une attestation de bonne exécution des prestations sous-traitées.

Lorsque le titulaire envisage de recourir à la sous-traitance, il est tenu de faire appel à des prestataires installés au Maroc, notamment les très petites, petites et moyennes entreprises y compris les jeunes entreprises innovantes, les coopératives, les unions de coopératives et les auto– entrepreneurs.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

Dans tous les cas l'entrepreneur et les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises de l'article 151 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

#### **ARTICLE 20 : MESURES COERCITIVES**

Lorsque le titulaire ne se conforme pas soit aux stipulations du marché issu du présent appel d'offres, soit aux ordres de service qui lui sont donnés par le maître d'ouvrage, le marché sera résilié de plein droit après mise en demeure et ce, conformément aux dispositions de l'article 152 du décret précité.

#### **ARTICLE 21 : RESILIATION DU MARCHE**

Lorsque le prestataire ne se conforme pas soit aux stipulations du marché issu du présent appel d'offres, soit aux ordres de service qui lui sont donnés par l'Agence ou en cas d'abandon des prestations pour quelques causes que se soient non reconnues par l'Agence, ou d'insuffisance d'activité, le marché issu du présent appel d'offres sera résilié de plein droit en application de l'Article 69 du C.C.A.G-T.

#### **ARTICLE 22 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENTS ET LITIGES**

Conformément aux articles 81, 82 et 83 du C.C.A.G-T, tous les litiges entre le prestataire et l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, à propos de l'exécution des prestations du marché issu du présent appel d'offres, seront soumis au Tribunaux compétents de la ville de Fès.

#### **ARTICLE 23 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE**

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au prestataire, contre décharge, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier de prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché à l'exception du cahier des prescriptions communes applicable et du cahier des clauses administratives générales relatif aux prestations d'études et de maîtrises d'œuvre.

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.

#### **ARTICLE 24 : LANGUE DES DOCUMENTS**

Les documents ou notes établis par le prestataire doivent être écrits soit en langue arabe ou en langue

française.

#### **ARTICLE 25 : SECRET PROFESSIONNEL**

Le personnel du prestataire sera assujetti, pour tout ce qui concerne son activité découlant du marché résultant de cet appel d'offres, au secret professionnel dans les mêmes conditions que le personnel de l'ABHS. Le prestataire et les agents exerçant pour son compte ne peuvent, sous aucun prétexte, produire ni diffuser aucun document ni information ayant trait à la présente prestation.

#### **ARTICLE 26 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES**

En application de la législation en vigueur, le soumissionnaire devra être assuré contre tout risque découlant de l'exercice de sa fonction et notamment à l'égard des tiers.

Le soumissionnaire retenu doit, avant de commencer l'exécution du marché, justifier de la souscription auprès d'une ou plusieurs entreprises d'assurances.

## **CHAPITRE II - CLAUSES TECHNIQUES**

### **ARTICLE 1 : CONSISTANCE**

La prestation consiste à fournir et installer une solution d'interconnexion WAN entre le siège de l'ABHS et les 11 grands barrages de sa zone d'action moyennant des boîtiers de répartition de charges.

La solution proposée devra permettre de répartir des accès WAN (LL, BLR, FTTH, 4G, ADSL, Satellite, ...) afin de concentrer les accès, assurer une redondance des liens WAN et assurer une répartition de charge entre les liens.

La prestation se déroulera selon les étapes suivantes :

- Recueil des besoins moyennant une réunion de cadrage ;
- Définition de l'architecture, la politique de sécurité, le plan d'adressage et la qualité de service réseau ;
- Configuration des boîtiers de répartition de charges des 11 barrages et leur intégration avec le boîtier de répartition de charge et le pare-feu du siège (le trafic réseau destiné vers les barrages devrait passer par la plateforme du siège via VPN) ;
- Mise en place d'un boîtier de répartition de charge au niveau d'un barrage pilote à fixer en commun accord avec le maître d'ouvrage ;
- Assistance à distance à la mise en place de l'ensemble des autres boîtiers ;
- Tests de fonctionnement ;
- Transfert de savoir pour l'administration du système.

#### ➤ Garantie et maintenance :

L'acquisition des boîtiers de répartition de charge doit inclure la garantie matériel et logiciel (hardware et software) pour une durée de 3 années.

En cas de défaillance ou problème de fonctionnement de la solution, le prestataire est tenu de résoudre le problème ou remplacer le boîtier avec la même configuration dans un délai de 3 jours.

#### ➤ Livrables :

Le prestataire s'engage à fournir à l'ABHS les documents suivants :

- Rapport d'installation incluant les étapes de mise en place, le paramétrage, les comptes d'accès...
- Schéma réseau actualisé ;
- Attestation de garantie des boîtiers au nom de l'ABHS ;
- Manuel d'administration ;

### **ARTICLE 2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES**

Les fonctionnalités minimales à proposer pour les boîtiers de répartition de charges sont:

- Support de 2 accès WAN
- 2 ports LAN GigT
- Débit du routeur 1 Gbps
- Débit VPN de 200 Mb/s
- Agrégation de la bande passante
- Basculement ou Failover intelligent
- Distribution de charge selon le type de service
- Mode transparent
- Support de la haute disponibilité
- QOS

- Interface d'administration Web

Le matériel doit être compatible avec le système de sécurité réseau existant au niveau du siège de l'ABHS :

- Un équipement d'agrégation de liens télécoms et équilibrage de charge Peplink 380
- Un parefeu (Firewall) Watchguard M270
- Machine virtuelle de journaux pour le parefeu (Dimension)

### **ARTICLE 3 : LOCALISATION DES PRESTATIONS**

Les prestations objet du marché issu du présent appel d'offres seront réalisées au niveau du siège de l'Agence du Bassin Hydraulique de Sebou à Fès et au niveau des 11 barrages suivants :

<b>Barrage</b>	<b>Province</b>	<b>X</b>	<b>Y</b>
GARDE DE SEBOU	Kenitra	406 988,00	432 205,00
EL KENSERA	Khemisset	453 100,00	382 300,00
OULJET ESSOLTANE	Khemisset	454 900,00	339 850,00
AL WAHDA	Ouazzane	517 768,00	444 369,00
SIDI CHAHED	Moulay Yaacoub	507 470,00	389 572,00
ALLAL FASSI	Sefrou	566 650,00	370 550,00
BAB LOUTA	Taza	599 250,00	379 450,00
IDRISS 1 <sup>er</sup>	Taounate	559 800,00	396 000,00
BOUHOUDA		576 450,00	445 850,00
SAHLA		566 876,00	440 785,00
ASFALOU		610 939,00	448 429,00

### **ARTICLE 4 : MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON**

Les prestations objet du marché issu du présent AO consistent en la Fourniture et mise en place de matériel de sécurité réseau informatique pour les barrages. Les fournitures doivent être de 1ere qualité et seront effectuées conformément aux quantités et aux spécifications techniques indiquées au bordereau des prix - détail estimatif, le prestataire est tenu d'installer les boîtiers et de les configurer selon les besoins de l'ABHS.

Les articles livrés doivent être neufs, complets, non encore utilisés, de premier choix et répondre en tous points aux spécifications techniques décrites dans le bordereau des prix - détail estimatif. Les articles doivent être emballés de façon à prévenir les avaries et dommages pouvant survenir pendant le transport vers le site de livraison. Les emballages doivent porter à un endroit visible la marque du fournisseur et les références d'identification des articles.

Le titulaire doit livrer les fournitures objet du marché qui découlera du présent appel d'offres accompagnées d'un état dressé par le titulaire (bon de livraison) indiquant notamment :

- La date de livraison,
- La référence au marché,
- L'identification du titulaire,

- L'identification des fournitures livrées (numéro de série, désignation et caractéristiques des fournitures, quantités livrées...).

La livraison est constatée par la signature du responsable réceptionnaire sur un bon de livraison en deux exemplaires.

Tous les frais qui résultent de la détérioration des fournitures imputables à un défaut d'emballage, aux conditions de transport, de déchargement ou de livraison sont également à la charge du titulaire.

#### **ARTICLE 5 : EQUIPE DU PROJET**

L'équipe du soumissionnaire doit être composée notamment de :

- 2 cadres supérieurs (ingénieur ou bac+5 en informatique), minimum 5 ans d'expérience dans les plateformes de sécurité et wan complexes  
**Certifiés équilibreur de charge peplink.**

Le Prestataire doit présenter au MO pour approbation et avant le démarrage des prestations le CV du personnel dédié à cette prestation accompagné du diplôme et certifications. Le maître d'ouvrage se réserve, toutefois, le droit de demander le remplacement de tout intervenant dont la compétence serait jugée insuffisante ou le comportement inacceptable. Les personnes proposées en remplacement devront avoir les mêmes qualifications citées plus haut et d'expérience au moins égale et qui doit être acceptée par le maître d'ouvrage.

#### **ARTICLE 6 : LIAISONS ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES**

Les liaisons administratives seront effectuées avec le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.


Les liaisons techniques seront effectuées avec le Service Informatique et Système d'information.

**CHAPITRE III : BORDEREAU DES PRIX**

**AO n° 74/2024/ABHS relatif à la Fourniture et mise en place de matériel de sécurité réseau informatique pour les barrages.**

N°poste	Article	Unité	Quantité (1)	Prix Unitaire HT (2)	Prix Total HT (3) = (1)x(2)
1	Fourniture et mise en place d'un boitier de répartition de charge	U	11		
				<b>Total HT</b>	
				<b>TVA 20%</b>	
				<b>Total TTC</b>	

**Fait à....., le.....**  
**Signature et cachet du concurrent**

LE MAITRE D'OUVRAGE	LE CONCURRENT
 <p data-bbox="434 555 774 674">           Directeur de L'Agence            du Bassin Hydraulique du Sebou            Signé: Khalid EL Ghomari         </p>	